**CONVENTION PLURIANNUELLE
ORGANISMES PUBLICS
POUR UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT**

**Programme patrimoine immobilier SDIS 13
Réhabilitations/extensions/grosses réparations pour les exercices 2025 et 2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE**

représenté par Sa Présidente en exercice, Madame Martine VASSAL,
régulièrement habilitée à signer la présente convention par
délibération du Bureau de la Métropole en date du 5 décembre
2024

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

L'Organisme Public **Service départemental d'incendie et de secours des
Bouches-du-Rhône**

sis 1 avenue de Boisbaudran – CS70271
13326 Marseille Cedex 15

représenté par Son Président, Monsieur Richard MALLIE agissant en cette
qualité en vertu de l'arrêté de Madame Martine VASSAL,
Présidente du conseil départemental, n° 2021-050 en date du 26
juillet 2021, désignant monsieur Richard MALLIE président du
Conseil d'Administration du SDIS 13 et l'autorisant à signer la
présente convention,

ci-après désigné **« le SDIS »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs qui œuvrent dans le domaine des services incendie et secours.

La loi relative à la modernisation de la sécurité civile n° 2004-811 du 13 août 2004 dans sa version modifiée du 1^{er} mai 2012, définit le périmètre de la sécurité civile et notamment le fonctionnement du Service départemental d'incendie et de secours.

La loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels n° 2021-1520 du 25 novembre 2021, dite Loi MATRAS, clarifie notamment le cadre d'intervention des services d'incendie et de secours et renforce la gestion anticipée des crises.

Afin de mettre en œuvre son « **programme patrimoine immobilier SDIS 13 - réhabilitations/extensions/grosses réparations pour les exercices 2025 et 2026** » portant sur la rénovation et l'amélioration de son patrimoine et de ses équipements, situés sur le territoire de la métropole Aix-Marseille-Provence, le SDIS a saisi la Métropole d'une demande de subvention d'équipement.

Il est rappelé qu'en vertu des dispositions des articles L5217-2 et L5218-2 du code général des collectivités territoriales, la Métropole exerce, en lieu et place de ses Communes membres, la compétence « service d'incendie et de secours » et qu'à ce titre elle contribue au budget du SDIS.

La Métropole dispose également de la faculté d'apporter un financement supplémentaire au SDIS (L 5217-2 et L1424-1) sous forme de subventions ayant trait à la gestion non opérationnelle du service d'incendie et de secours et notamment la rénovation de biens nécessaires à son fonctionnement. Sur le territoire Métropolitain, le SDIS, par ses actions de secours d'urgence et de prévention, est l'un des principaux acteurs de la politique publique de sécurité civile.

La Métropole et le SDIS s'engagent dans une démarche conventionnelle définissant le cadre relationnel qui permet :

- de donner à la Métropole et au SDIS, pour la durée de la présente convention, une visibilité sur la participation financière de la Métropole en section d'investissement du budget du SDIS ;
- de donner au SDIS les moyens de répondre aux objectifs opérationnels définis dans le cadre du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) dans le volet propre, tel qu'il a été approuvé par le préfet des Bouches-du-Rhône le 31 mars 2021 ;
- d'accompagner une action ambitieuse en matière de patrimoine immobilier et de développement durable.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut attribuer des subventions d'investissement afin de financer des études et des prestations d'ingénierie, des acquisitions et des rénovations ayant le caractère d'immobilisation, des travaux de constructions ou d'aménagement et des grosses réparations.

Par la présente convention, le SDIS s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser des projets d'investissement sur son patrimoine immobilier, conformément à son objet social, à savoir des programmes de réhabilitations et/ou d'extensions des centres d'incendie et de secours (CIS), de grosses réparations, de rénovation sur les aspects énergétiques, sécurisation des sites, amélioration des conditions d'accueil des personnels féminins et des jeunes sapeurs-pompiers dans les CIS du territoire Métropolitain.

Cette convention fixe les modalités de versement de la subvention de la Métropole au budget du SDIS en investissement afin d'une part, que ce dernier continue d'assurer ses missions de secours avec efficacité, équité, innovation et maîtrise des coûts, et d'autre part, qu'il développe les programmes indispensables à la mise en œuvre de la politique publique de secours et de promotion de la sécurité civile sur le territoire de la Métropole.

A cette fin, le SDIS s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce projet.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa notification.

Le bénéficiaire de la subvention d'investissement dispose d'un délai de 1 an à compter de la notification de la convention pour transmettre la déclaration de commencement du projet d'investissement.

Si le bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet subventionné, il pourra demander une prorogation du délai de validité de la subvention concernée.

Pour cela, il adressera à la Métropole, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins 2 mois avant l'expiration de la première année.

La présente convention prendra fin au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE LA STRUCTURE

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, le SDIS jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts du SDIS, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par le SDIS et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, le projet visé ci-dessus est réalisé sous la responsabilité du SDIS et ne peut être confié, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

Le SDIS s'engage en outre à respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités.

De manière générale, le SDIS devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COUT DU PROJET ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Plan de financement prévisionnel du projet :

L'annexe I à la présente convention précise :

- Le plan de financement prévisionnel du projet, objet de l'article 1^{er}, en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales et les ressources propres notamment.

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel du programme d'investissement, objet de la présente convention, est d'un montant de 8 315 000 € HT.

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 3 000 000 € répartis sur les exercices 2025 et 2026 selon :

Dépense subventionnable HT	8 315 000 €
Montant de la subvention	3 000 000 €

Cette participation représente 36.08 % du coût total prévisionnel HT du projet d'investissement et est répartie comme suit :

	Exercice 2025	Exercice 2026
Plafond annuel de versement de la subvention	1 500 000 €	1 500 000 €

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des acomptes et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte du SDIS selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par le SDIS de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA-042-15297/23/CM en date du 7 décembre 2023, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte ou des acomptes successifs dans la limite de 80% de la subvention totale votée et dans le respect du plafond annuel, sur appel de fonds du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties et dès production de la déclaration de commencement du projet d'investissement, le cas échéant. Chaque acompte sera versé à concurrence du montant des dépenses engagées justifiées par les références, dates et montants de factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, du nom du fournisseur et de la nature exacte des prestations réalisées.

- le solde, sur demande du bénéficiaire, dès l'achèvement des travaux et après la remise des pièces prévues à l'article 6.3 de la présente convention.

L'appel de fonds est rempli et signé par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation au projet d'investissement subventionné.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. Le SDIS s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile. Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

Le SDIS s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander au SDIS de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisations des objectifs poursuivis par le SDIS auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par le SDIS de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de l'intercommunalité, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

En cas de modification dans le domaine comptable, le SDIS s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par la structure :

La subvention est attribuée pluriannuellement pour les exercices 2025 et 2026.

Le SDIS s'engage dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice à fournir les comptes annuels ;

Le SDIS s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice 2026 à fournir les documents suivants :

- **Le compte rendu financier du projet d'investissement** signé par le Président du SDIS ou toute personne habilitée ;
- **L'attestation d'achèvement du projet d'investissement et du paiement complet de l'opération.**

6.3 Engagements du SDIS :

Le SDIS s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition de ses instances et de ses statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

Le SDIS s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander au SDIS des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

Le SDIS s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : FORCE MAJEURE

En cas d'inexécution d'une obligation contractuelle, la partie débitrice de ladite obligation ne sera pas considérée comme défaillante, si l'exécution de l'obligation a été rendue impossible par un cas de force majeure entendu comme un événement extérieur à la volonté des parties empêchant raisonnablement l'exécution de l'obligation contractuelle et imprévisible lors de la conclusion de la présente convention.

La partie en situation de se prévaloir d'un tel cas de force majeure devra avertir l'autre partie sans délai par courrier, mail ou télécopie de l'existence de la force majeure, et faire ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement ou en tout cas, reprendre l'exécution du contrat dès que cette reprise sera raisonnablement possible.

L'exécution de la présente convention se trouvera suspendue dès la survenance du cas de force majeure, si l'obligation dont l'exécution est empêchée constitue l'une des obligations significatives de la présente convention.

Les parties se rencontreront pour convenir de nouvelles modalités d'exécution de ces engagements. A défaut d'accord entre les parties dans un délai raisonnable, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception, sans versement d'indemnité de part et d'autre, après constatation du désaccord entre les parties.

ARTICLE 9 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de la structure ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave du SDIS, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 12 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », le SDIS ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 13 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille au 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour le SDIS

Pour la Métropole

**Le Président
Richard MALLIE**

**La Présidente
Martine VASSAL**

Programme patrimoine immobilier SDIS 13
Réhabilitations/extensions/grosses réparations pour les exercices 2025 et 2026

Le coût prévisionnel des opérations portées par le SDIS 13 s'élèverait à 8 315 000 € HT de 2025 à 2026, répartis comme suit :

Opérations d'investissement	Enveloppe € HT
Programme réhabilitations / extensions - phase 1 -CIS de La Bouilladisse	1 820 000
Programme réhabilitations / extensions - phase 1 -CIS Meyrargues	1 100 000
Programme réhabilitations / extensions - phase 1 -CIS Mimet	1 225 000
Opérations de grosses réparations qui sont menées directement par le SDIS sur l'ensemble de son patrimoine immobilier situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence	4 170 000
Coût total prévisionnel HT	8 315 000

*CIS : Centre d'Incendie et de Secours

Plan de financement	Montant €
Subvention de l'Etat	0
Subvention du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	2 050 000 <i>(Sur les 10 000 000 € de subventions en moyenne annuelle du département)</i>
Subvention de la Métropole Aix-Marseille Provence	3 000 000
Subvention Autres	0
Autofinancement du SDIS 13	3 265 000
Total financement	8 315 000